

POUR TOUS LES MILITANTS DES UNIONS LOCALES, SYNDICATS, SECTIONS
SYNDICALES

LA RESOLUTION DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE

La Commission Administrative de l'Union Départementale, réunie le 23 Février 1952, s'élève énergiquement contre les licenciements de

travailleurs aux Usines RENAULT et d'autres usines de la Région Parisienne et du camarade BOURMEAU, Secrétaire de la C.G.T. à la S.N.C.A.S.O. de St. Nazaire.

Contre les mesures fascistes

Souligne que ces mesures accompagnées d'une mobilisation contre les travailleurs de milliers de policiers et hommes de troupe, notamment à Billancourt et venant après l'interdiction Gouvernementale de la commémoration de la Victoire Républicaine de Février 1934, confirment la volonté des Gouvernants de recourir aux méthodes fascistes dans le but de s'opposer au mécontentement grandissant de la classe ouvrière et du Peuple de France, contre leur politi-

que de misère et de guerre.

La C.A. précise que ces méthodes fascistes sont prises dans le moment où, Gouvernement et Patronat refusent l'augmentation des salaires, la Concocation de la Commission des Conventions collectives et le vote d'une véritable échelle mobile, mais où, une majorité de 40 parlementaires décide de réarmer l'Allemagne Nazie, pendant qu'à LISBONNE les Américains fixent à 1.400 milliards les dépenses de guerre de la France.

La lutte pour les revendications et le droit de les défendre

Face à cette situation, la Commission Administrative invite les travailleurs à la vigilance contre le fascisme qui vise, à la suppression des libertés de défendre les revendications, de défendre la paix et par conséquent à la suppression des libertés syndicales et constitutionnelles.

Commission Administrative, appelle tous les travailleurs du département à se réunir, discuter dans chaque entreprise et localité et à déposer près de toutes les chambres patronales et Direction d'entreprise, une demande d'augmentation générale et immédiate des salaires, sous quelque forme que ce soit et qui tiendra compte des hausses de prix intervenues depuis le 15 Août 1951.

Félicitant, les métallurgistes de Nantes, Châteaubriant, Basse-Indre qui réalisent leur unité d'action, la

Union et Action dans chaque entreprise

Elle leur demande de décider dans l'union par entreprise, les formes d'action nécessaires, pour amener les chambres patronales et Directions à se réunir et discuter immédiatement de nouveaux accords de salaires, dans le même temps qu'ils agiront, près des Pouvoirs Publics, parlementaires et Gouvernement, pour le rejet d'une caricature d'échelle mobile et pour le vote rapide, du projet admis en Septembre par l'Assemblée Nationale, sans en changer l'esprit ni le texte.

d'engager l'action pour l'amélioration des conditions de vie, pour l'aboutissement des revendications immédiates, la Commission Administrative invite les travailleurs à pousser partout dans l'union, l'action pour les salaires, l'échelle mobile, la réunion de la Commission Supérieure des Conventions collectives, sans oublier en face du danger fasciste, que la lutte ouvrière prend aussi la forme de lutte pour la défense des libertés; pour la liberté de défendre nos revendications.

Persuadée, que le moment est venu

Rassemblement Régional des Femmes

Après avoir examiné, la préparation dans les entreprises du Rassemblement Régional des Femmes du 9 Mars prochain à Rennes, pour la paix et le désarmement, la C.A. invite les directions des sections syndicales, syndi-

cats et Unions, à redoubler partout d'efforts, pour que les femmes de chaque entreprise, bureau, désignent leurs représentantes à ce grand rassemblement.

...../.....

La C.A. souligne que, des milliers de femmes doivent affirmer au cours de cette journée, comme dans sa préparation, leur volonté inébranlable de ne pas voir réarmer les assassins nazis de Châteaubriant et d'Oradour et d'obtenir la paix et le désarmement

dans le même temps qu'elle exigeront avec l'appui du mouvement syndical et de ses militants, une augmentation des salaires et satisfaction à toutes leurs revendications particulières d'entreprise.

Lutte contre le chômage et défense de l'industrie

Devant les répercussions de l'économie de guerre imposée au pays, la C.A. demande aux délégués des Comités d'entreprise, de combattre vigoureusement la tentance patronale, à réclamer ici plus de 50 heures de travail, alors qu'ailleurs on n'effectue que 30 heures et moins.

ciés en Comité pour la défense de leurs revendications et leur réemploi.

- de renforcer l'action pour la défense de l'industrie et populariser les 5 points essentiels du programme économique de la C.G.T. avec leur adaptation locale.

Après avoir pris connaissance des récents licenciements dans les branches de l'alimentation, boîtes métalliques etc.... la C.A. leur recommande en particulier :

- d'engager et de poursuivre le travail d'union pour la création de nouveaux débouchés commerciaux, par en outre, la reprise des échanges commerciaux avec tous les pays sans distinction et de développer les initiatives pour le Succès de la Conférence économique de MOSCOU qui, à ce point comme un de ses objectifs.

- de prendre résolument en mains avec l'aide des syndicats et sections syndicales, l'organisation des licen-

Le Recrutement

Après avoir entendu une information sur la reprise des cartes et le recrutement, la C.A. félicite particulièrement les Syndicats et Sections qui ont doublé, voir triplé, leurs effectifs de 1951, de même que les camarades qui ont effectué les adhésions

de masse à la C.G.T.

Elle invite les militants à poursuivre partout le recrutement, avec le souci constant de renforcer notre mouvement syndical et l'amener à réaliser les conditions d'une vie de bien-être, de liberté et de paix.

Congrès de l'Union Départementale

La Commission Administrative a fixé la tenue du XXXIIIème Congrès de l'Union Départementale, aux Samedi 7

et Dimanche 8 Juin, à la Bourse du Travail de Nantes, 8, Rue Arsène Leloup.

---oo0oo---

Le Recrutement

403 ADHESIONS NOUVELLES, PREMIER TAS VERS LES 3.000

LE MAGNIFIQUE FANION DE L'U.D. PART A ANGENIS

Les résultats enregistrés début Février, prouve l'intérêt qu'à suscité le problème du recrutement.

L'émulation créée par notre concours, démontre qu'il est possible de renforcer considérablement nos organisations.

Voici les tableaux du classement, tels qu'ils ont été prévus

CLASSEMENT INDIVIDUEL

I - GUILLEBERT Jean, Syndicat de la Loire à St. Nazaire, 40 adhésions qui gagne 2 volumes de Jean BRECOT.

2 - LAURE Marie-Louise, papier carton d'Angenis, 34 Adhésions, qui gagne 1 volume de Jean Brécot et 1 briquet.

...../.....

- 3 - DUDAY René, Papier carton d'An-cenis, 30 adhésions, gagne un ~~abonnement de 6 mois à la V.O.~~ ^{bille}
- 4 - BEUREL Jean, Cheminots de Nantes 22 adhésions, gagne un volume de Jean Brécot.
- 5 - LEBORNE Maurice, Mines d'Abba-retz, 19 adhésions, gagne un abon-

- nement de 3 mois à la V.O.
- 6 - ROUILLER Jean, Minière de Rougé, 18 adhésions, gagne un abon-
nement de 3 mois à la V.O.
- 7 - EVENO Simone, Hospitaliers de Châteaubriant, 6 adhésions, ga-
gne un briquet et un crayon à
bille

CLASSEMENT PAR ENTREPRISE

Ets à l'honneur, le syndicat du papier carton d'ANCENIS qui, pour 41

adhérents en 1951 sur 350 ouvriers, com-
pte actuellement 104 cartes de placées.

Comme indiqué dans notre numéro précédent, le syndicat du papier-carton détiendra pendant une période de

3 mois, le fanion qui lui sera remis prochainement en présence des tra-
vailleurs et travailleuses

Bravo aux militants d'ANCENIS. Qui fera mieux

Voilà donc une première étape, vers les 3.000 nouveaux adhérents.

velles, votre nombre de cartes placées toutes les fins de mois d'ici Avril.
NOTA - Nous apprenons que 15 adhésions nouvelles ont enregistrées à ANCENIS (papier carton) au moment du tirage de ce numéro.

Ecrivez à l'Union Départementale et faites connaître vos adhésions nou-

En avant vers une nouvelle étape !

---oo0oo---

Action Revendicative

EVOLUTION DU MINIMUM VITAL DE LA C.G.T.
DU 15.1.1952 AU 15.2.1952
(Méthode du Conseil Supérieur de la
Fonction Publique)

RUBRIQUES	15.1.1952	15.2.1952
Nourriture	12.655	13.138
Habillement, linge, literie	5.903	5.903
Loyer	1.056	1.056
Chauffage, éclairage	1.523	1.555
Entretien, ménage, vaisselle....	2.093	2.308
Blanchissage	2.135	2.135
Divers(dont transports).....	4.341	4.365
TOTAL GENERAL	29.706	30.460
Indice (100 en Mars 1949).....	174,2	178,62

Depuis le 15 Août 1951, la hausse du coût de la vie, mesurée par notre indice, s'élève à 15,6%

DANS L'UNION ENGAGEONS LA LUTTE POUR LES REVENDICATIONS
ET LE DROIT DE LES DEFENDRE

...../.....
Une fois de plus, les augmentations de salaires accordées en Septembre dernier, se trouvent littéralement avalées par les mesures de guerre des Gouvernants et les incidences qu'elles entraînent sur le coût de la vie.

En effet, comme le montre le tableau que l'on trouve à la page 3, c'est à 15,6% que nous pouvons chiffrer la hausse intervenue sur le coût de la vie depuis le 15 Août 1951.

Malgré ces difficultés nouvelles pour les travailleurs, le Gouvernement n'en continue pas moins de refuser la convocation de la Commission Supérieure

des Conventions Collectives, ainsi que l'application de l'échelle mobile au salaire minimum garanti, admise en première lecture par l'Assemblée Nationale, le 21 Septembre dernier avant les élections cantonales.

Tout au contraire, les 40 ministres du Gouvernement durcissent leur attitude à l'égard de la classe ouvrière pour mieux aggraver leur politique de misère, de ruines et de guerre, comme le souligne la résolution de notre Commission Administrative, qui doit retenir, au plus haut point, l'attention de notre mouvement syndical dans le département.

Le Fascisme devient une réalité

En face de l'opposition toujours plus grande des travailleurs et du Peuple de France, ces 40 ministres et leur majorité se rendent à l'évidence qu'ils ne pourront plus longtemps gouverner contre l'intérêt général, par les formes légales de la "démocratie bourgeoise" et par conséquent s'orientent vers des mesures de force.

Ces mesures, qui se caractérisent d'abord par l'interdiction de la Commémoration de la Victoire Républicaine de Février 1934, sont d'une extrême gravité pour la classe ouvrière de notre pays.

Venant dans le moment où, l'on refuse les revendications, où l'on tente de tromper les travailleurs avec une caricature d'échelle mobile; dans le moment où, ces 40 ministres constituent la majorité qui décide de réarmer les assassins nazis de Châteaubriant et d'Oradour; enfin dans le moment où, à LISBONNE, les Américains dictent à leurs valets de porter à 1.400 milliards les dépenses de guerre en France et à 2 ans le service militaire, cette mesure prend tout son caractère fasciste avec les licenciements arbitraires à la Régie

Renault, dans la Région Parisienne et plus près de nous, à la S.N.C.A.S.O. de St. Nazaire où, BOURMEAU dirigeant de la C.G.T. aimé de tous, est licencié pour avoir dirigé l'action des travailleurs.

Ceci s'ajoute bien entendu à toutes les violations des libertés syndicales connues dans notre département ces derniers temps. Mais leur caractère fasciste s'affirme de plus en plus en tenant compte que la police et la troupe sont maintenant

Par **C. Morin**
Secrétaire Général
de
l'Union Départementale

mobilisées comme c'est le cas à BIL-LANCOURT, pour jeter hors des usines les militants et les travailleurs.

Tenant compte également que, dans le même temps, le parti fasciste continuateur des DE LA ROCQUE et autres s'agite de plus en plus, et déclare en outre par la voix de "DE GAULLE" Nous sommes de plus en plus demandés" en amorçant par la bande une manoeuvre de rapprochement avec la S.F.I.O. en passant parcequ'ils appellent les "Indépendants". La menace du retour au pouvoir personnel, au pouvoir fasciste s'affirme donc de plus en plus.

La vigilance des travailleurs
doit s'affirmer

Il est clair que, la classe ouvrière ne peut rester indifférente en face des actes fascistes. La protestation de centaines de milliers de travailleurs, le 12 Février dernier, a montré tout comme le montre l'action qui se poursuit aujourd'hui dans la Région Parisienne, que les travailleurs, comme en 1934 se dressent contre le fascisme.

Dans notre département, en réponse à ces menaces de force et contre la misère, les travailleurs s'unissent. Ceux de la métallurgie de Nantes, Châteaubriant, Basse-Indre, demandent dans l'union une augmentation des salaires et de nouveaux accords. Il en est de même chez les travailleurs du bâtiment, des carrières, des tramways, des chimiques.

...../.....
Le fait que les patrons de ces corporations n'ont pas donné une suite favorable, aux demandes d'augmentation, n'est pas fait pour surprendre nos militants.

Mais le fait que ce patronat se retranche derrière le Gouvernement et d'autre part, qu'il est le même que celui qui a pris des mesures contre les délégués chez GUILLOUARD, licenciés abusivement, ou tenté, suivant les cas, chez BRANDT - LU-LU - E.V.O. - à la S.N.C.A.S.O. - Loire à Saint-Nazaire, doit inciter nos militants et nos organisations à la plus grande vigilance.

Il est vrai que, l'union qui se réalise contre les bas salaires et le chômage, aujourd'hui comme hier, met le Gouvernement et ses complices du patronat, dans une situation extrêmement difficile et compromet sérieusement leurs plans de guerre. C'est la raison essentielle qui amène ces derniers à employer des mesures de force.

L'Union pour les revendications et le droit de les défendre doit se réaliser dans chaque entreprise

Engager la lutte contre le fascisme, c'est donc engager la lutte pour les revendications et le droit de les défendre. Les travailleurs dans leur majorité là, où les problèmes se trouvent bien posés en ont assez et veulent se battre pour l'aboutissement de l'augmentation de salaires. C'est ce que montrent les exemples de la métallurgie Nantaise.

Il convient donc, dans toutes nos branches d'industrie, dans toutes nos entreprises, là où ce n'est pas encore fait, de déposer sans attendre les revendications, en prenant soin de dénoncer les accords antérieurs.

Il s'agit de rassembler partout les ouvriers sous les formes qui conviennent et de leur parler, afin qu'ils décident eux-mêmes de l'établissement de leurs revendications et des moyens à employer pour contraindre le patronat à se réunir, en discuter avec les syndicats.

Ceci ne doit pas nous faire oublier que notre action doit aussi et dans le même temps se poursuivre près du Gouvernement, des parlementaires, des Pouvoirs Publics, contre la caricature d'échelle mobile et pour la convocation de la Commission supérieure des Conventions Collectives, et que c'est là aussi l'affaire des travailleurs.

Mais tous les militants, doivent avoir comme souci impérieux de renforcer l'unité à la base, entre les travailleurs à l'entreprise. Cela doit être l'occasion

Mais c'est aussi la preuve et la lumière de ces derniers événements nous l'enseigne, s'il en est encore besoin, que plus que jamais la lutte pour les revendications est inséparable de la lutte pour les libertés et la Paix.

Qu'on le veuille ou non, quand à nous, nous n'avons jamais prétendu le contraire. La lutte revendicative se place dans un cadre politique. Je citerai à cet effet, la déclaration de NEUMEYER, Secrétaire Confédéral F.O., sans bien entendu prétendre qu'il est pour autant d'accord à l'action, mais qui disait dans le Populaire de l'Ouest du 22 Février :

" De toute notre foi de syndicaliste, nous devons réclamer et souhaiter le renversement de la politique économique et financière actuelle, qui ne peut que desservir les travailleurs et engendrer plus d'injustice sociale.

partout d'engager des discussions fraternelles sur les salaires, contre la productivité et son but, contre la liquidation de l'industrie et pour la défense des libertés.

La pratique de l'unité d'action si elle nécessite de notre part, le respect des engagements pris, ne signifie pas pour autant que les militants de la C.G.T. doivent rester dans un économiste étroit.

C'est pourquoi, aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement de la lutte pour les revendications, mais aussi de la lutte pour le droit de les défendre. Et les explications apportées correctement, comme ce fut le cas à la Bretagne à NANTES, sont parfaitement comprises des travailleurs.

En conclusion, développons notre action revendicative, mais n'oublions pas le danger fasciste.

Renforçons davantage l'unité à la base, multiplions les Comités d'unité pour les salaires et contre les mesures arbitraires, ils renforceront beaucoup et orienteront l'action en élevant la conscience de classe des travailleurs.

Travaillons y dans toutes nos entreprises, afin de faire aboutir nos revendications garder droit de les défendre, afin de conserver nos syndicats. Par l'union et l'action, le fascisme ne passera pas.

C.M.

Pour le Désarmement

Par
Marcelle BARON

RASSEMBLEMENT REGIONAL DES FEMMES DU 9 MARS

L'U.D. a adressé le 16 Février une circulaire aux Unions Locales et aux syndicats où il y a des femmes travail-

leuses donnant des directives pour la préparation de la journée internationale du 9 Mars.

Où en sommes nous ?

Déjà de bons résultats chez CARNAUD, à Nantes, Boutin, Amieux, Cheminots

Mais nous arrivons à une semaine du rassemblement régional et il importe de faire le point. Il semble bien que, si en général un effort est fait, on met encore trop de temps pour l'élection de déléguées. En effet, à 8 jours du rassemblement, il ne s'agit plus de faire des prévisions, mais d'enregistrer des résultats concrets en fonction des objectifs que l'on s'est fixés.

Actuellement, dans le département 68 déléguées, sont élues. Nous sommes loin des 200.

Convaincus, nous devons l'être dans tous les syndicats de l'importance du Rassemblement de Rennes. Il nous faut dans les jours qui restent redoubler d'efforts pour désigner et financer les déléguées partout où ce n'est pas encore fait.

Pratiquement, voilà comment nos camarades de chez CARNAUD ont fait. Avec l'aide d'un délégué une camarade a recherché les femmes qui accepteraient de se

se rendre à RENNES. Ces dernières ont été présentées à une assemblée des femmes et où, après avoir discuté des revendications et du désarmement, elles ont été ratifiées; les listes de souscription mises en circulation, aussitôt on recueille plusieurs milliers de francs. Dans la semaine du 8 Mars, une délégation se rendra, près de la Direction poser les revendications.

Voilà un bon exemple que l'on doit s'efforcer de reprendre partout en particulier, chez les retardataires, comme l'habillement, les chimiques, les tabacs, hospitaliers, P.T.T. pour Nantes; Métallurgie et employés de St. Nazaire, de même qu'aux hospitaliers de Châteaubriant, qui n'ont pas encore annoncé leurs premiers résultats.

Si on multiplie l'exemple de chez CARNAUD, l'objectif sera atteint, même dépassé, des milliers de femmes par conséquent iront à Rennes le 9 Mars et affirmeront leur volonté de ne pas réarmer les nazis, d'obtenir la paix et le désarmement et ce sera ainsi une étape nouvelle et importante dans notre lutte pour le pain, la paix, la liberté.

---oo0oo---

DES EXEMPLES D'ACTION UNIE

NANTES- Le 22 Février aux Batignolles, Loire, Bretagne et dans toutes les entreprises de la métallurgie, tous les travailleurs ont cessé le travail et manifesté près des Directions.

Chez BRANDT, le 22 et durant la semaine, des débrayages ont eu lieu contre le licenciement de deux ouvriers. Par l'union dans l'action, la direction a rapporté sa mesure.

Dans le bâtiment, aux entreprises Michaud-Béllec, Perignon, G.E.N., Fin, débrayages répétés, augmentation aux manoeuvres variant de 4 à 8 frs.

NANTES - le 25 aux Usines St. Gobain de Chantenay et St. Anne, à la Bordelaise chez Georget, arrêt de travail dans l'unité pour les salaires

Châteaubriant - Basse-Indre- les métallurgistes de ces deux villes C.G.T.-F.O. se sont mis d'accord pour une demande d'augmentation des salaires de 15% A Châteaubriant, le 22, au Gouvernement et aux parlementaires, lettre sur l'échelle mobile et le minimum garanti.

Traminots C.G.T.-F.O.-C.F.T.C. de Nantes réclame en commun 20% d'augmentation des salaires.

Bons exemples de renforcement de l'unité à la base

Les cheminots roulants C.G.T. - C.F.T.C. - F.O. ont constitué leur comité d'unité d'action sur la base d'un programme commun, au Blottereau

Ceux de Nantes St. Anne C.G.T. - C.F.T.C. ont formé leur section syndicale commune.

Les travailleurs de chez LEVER à Nantes (Chimiques) ont décidé de faire une liste commune C.G.T. -F.O. pour les élections sur la base d'un programme commun.

L'imprimeur-gérant : M. PASTIER